

Quand les MRC perdent patience

Crise forestière, décentralisation, desserte policière, réforme du mode de scrutin, politique de la ruralité: les maires et les préfets de la Fédération québécoise des municipalités ont tenu à Québec ces derniers jours des assises annuelles sous le signe de l'inquiétude et de l'impatience. Le président de la FQM, Bernard Généreux, en témoigne.

Martin Pelchat
mpelchat@lesoleil.com



Q Au début de vos assises, la ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandéau, a paru vexée de votre attitude un peu agressive. Est-ce que les maires sont si fâchés, si insatisfaits ?

R On est tannés de sécher dans nos régions. Quand les gens ont à accompagner des fermetures en rafale d'entreprises, quand les économies locales ne réussissent pas à se diversifier assez vite pour garder le monde dans les régions, il y a là une situation qui nous angosse. On

ne veut pas que nos régions meurent. Pour contrer ça, on a signé il y a deux ans un projet de décentralisation. Ça n'avance pas assez vite et on en fait grief à ceux qui, pour toutes sortes de raisons, ont retardé. Ça ne veut pas dire qu'on n'est pas contents du pacté fiscal et de la politique énergétique. Il y a des affaires qu'on a applaudies et qu'on va continuer d'applaudir.

Q La ministre vous renvoie la balle en disant que les maires ne se bousculent pas à son portillon pour parler de décentralisation.

R Les gens sont en attente des règles du jeu. Un transfert de pouvoirs, c'est un geste politique, et il faut que la politique d'en haut soit cohérent dans ses engagements. Nous, on a déposé un projet de loi cadre au gouvernement suggérant comment réaliser la décentralisation. On a demandé à notre monde quels pouvoirs ils souhaitent avoir et on a sorti une liste de huit plates. Ça fait un an au moins que c'est déposé. On vient nous dire maintenant: vous ne savez pas trop ce que vous voulez. On peut comprendre qu'il reste des zones grises, mais qu'on l'enclenche et on va clarifier ce qui reste de zones grises. Mais la volonté politique, ce n'est pas de notre côté qu'elle est absente ou hésitante.

Q M. Charost répétait dans son message aux congressistes que les régions étaient très importantes pour son gouvernement. Est-ce qu'à votre avis, dans les faits, ça se vérifie ?

R Le discours et l'engagement envers les régions, il est excellent. On l'achète. Mais il faut

qu'il y ait une cohérence avec les décisions qui se prennent. Ce matin, j'apprends que le ministre Bachand (Développement économique) est en train de rédiger une politique de décentralisation sur je ne sais pas trop quoi. Je ne suis pas partie prenante de la négociation et il est en train, semble-t-il, de me transférer des responsabilités que je ne connais pas. Ce n'est pas comme ça qu'on veut que ça se joue. On nous dit qu'on est partenaires, qu'on nous associe aux décisions.

Q Des élections s'en viennent. Allez-vous essayer de profiter de la situation ?

R On nous fait le reproche de faire de la politique quand on défend les intérêts municipaux. Il faut que le gouvernement comprenne qu'on est le parti des municipalités. Qui dit à son gouvernement que sur tel ou tel aspect, ça ne va pas assez vite à notre goût. Et si ça prend un contexte électoral pour faire bouger, on va s'en servir, c'est clair. C'est notre rôle de faire avancer les dossiers.

Q Quelles seront vos priorités après le congrès ?

R La décentralisation, la place des régions, les moyens et les ressources pour agir. Qu'on sorte de cette espèce de relation trop souvent paternaliste où on se fait dire: on s'occupe de vous. M^{me} Normandéau a fait cette démonstration hier en disant: voyez comment on s'occupe bien de vous. La meilleure façon de replacer les régions dans une perspective de développement et de relance, c'est de donner au monde des moyens pour agir, parce qu'ils le savent, quoi faire.

Le Soleil
Le Samedi
30 septembre 2006

Le lundi 2 octobre 2006

Autre consultation...

Des consultations publiques auront lieu concernant la création de la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire.

Ce processus est enclenché par la Conférence régionale des élus qui affirme que cette commission améliorera la gouvernance régionale.

Thomas Bernier, le coordonnateur des dossiers forestiers à la CRÉ, affirme que la Commission s'intéressera à différents secteurs des ressources naturelles.

La création de cette commission s'inscrit dans la démarche de gouvernance régionale. Cependant Thomas Bernier explique que cette commission n'aura qu'un pouvoir de recommandation.

Les Consultations publiques auront lieu un peu partout sur le pourtour de la Gaspésie. Dans la Baie des Chaleurs, elles se tiendront le mardi 10 octobre à Pasbébiac et le lendemain à Maria.

Tout le processus de la création et du fonctionnement de la Commission des ressources naturelles et du territoire seront discutés pendant ces consultations. Le début des opérations est attendu pour l'automne 2007. Cette nouvelle commission viendra en quelque sorte remplacer la Table sectorielle forêt de la Conférence régionale des élus. **CIEUFM**

Les défis du tourisme 4 saisons en Gaspésie

Avec le créneau d'excellence récréotourisme, l'industrie souhaite faire passer les recettes annuelles de 230 à 332 millions de dollars en 2011. Est-ce un objectif trop ambitieux? On est allé constater à quoi ressemble Percé, l'automne.

Bon an mal an chaque été, 45 mille visiteurs s'arrêtent au Bureau d'information touristique. Les commerçants font des affaires d'or, les touristes, eux, paient le gros prix.

Mais une fois que sonne septembre, la municipalité de 3 mille habitants n'a plus le même visage. Presque octobre, les commerçants offrent des rabais et tentent de prolonger leur saison. Depuis 5 ans, Rolland Beaudry vient visiter des amis pêcheurs au moins 2 fois par année. Les paysages, les grands espaces, il s'explique mal cette chute draconienne du nombre de touristes à l'automne.

Rolland Beaudry, touriste de Rawdon: "Peut-être que la publicité n'est pas axée assez sur l'automne. Il y a beaucoup de Français qui viennent durant cette période, ils découvrent un beau pays, mais les Québécois ne viennent pas. Ils pensent que c'est déjà l'hiver."

Pour l'industrie touristique, développer le tourisme automnal et hivernal est un travail qui se fait lentement, mais sûrement.

Marie Leblanc, directrice, Bureau d'information touristique: "Sur le site internet, on a une section hier, on invite les gens à communiquer avec nous, mais je pense qu'on a aussi des efforts à faire pour maintenir des services essentiels qui font en sorte que les gens vont se sentir en sécurité."

A cette station-service, la seule du village, on appréhende l'automne, mais on espère relever le pari de demeurer ouvert cet hiver, question d'attirer les motoneigistes. Ça serait la première fois en 4 ans. L'essence arrête normalement de couler entre septembre et juin.

Aurore Després, gérante de la station-service Shell: "Quand les motoneigistes arrivaient à Chandler, ils disaient, il n'y a pas d'essence à Percé, donc ils sortaient des pistes à Chandler pour aller mettre de l'essence, tandis que l'hiver prochain, il va y avoir de l'essence."

Mais est-ce un cercle vicieux? Pas de touristes, pas de commerces d'ouverts et pas de commerces d'ouverts, pas de services pour les touristes.

Marie Leblanc, directrice, Bureau d'information touristique: "Ce n'est pas uniquement une décision commerciale mais aussi de communauté. L'hiver, à Percé, c'est une communauté qui habite ici et si tous les gens, les villageois ou les gens des environs se disent, nous on veut pouvoir accueillir des gens l'hiver. Alors, je crois qu'il y a aussi des efforts à faire de ce côté-là."

Martin Toulgoat, CHAUTVA